JACOBI (Juliane). *Mädchen- und Frauenbildung in Europa: von 1500 bis zur Gegenwart*

Francfort/New York : Campus Verlag, 2013

James C. Albisetti

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2737>

DOI : 10.4000/histoire-education.2737

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2013

Pagination : 93-96

ISBN : 978-2-84788-502-6

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

James C. Albisetti, « JACOBI (Juliane). *Mädchen- und Frauenbildung in Europa: von 1500 bis zur Gegenwart* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 139 | 2013, mis en ligne le 15 décembre 2013, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2737> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2737>

Notes critiques

JACOBI (Juliane).

Mädchen- und Frauenbildung in Europa: von 1500 bis zur Gegenwart

Francfort/New York : Campus Verlag, 2013

Juliane Jacobi, professeur émérite d'histoire de l'éducation à l'université de Potsdam, nous offre ici un bel exemple de synthèse universitaire. Le livre n'est cependant pas aussi large que le suggère le titre : l'Angleterre, la France et les États allemands sont largement privilégiés, les autres espaces n'étant mobilisés qu'à travers des mentions ponctuelles. De même, du point de vue des niveaux d'enseignement, l'accent est mis sur la scolarisation des filles des classes supérieures et moyennes-supérieures (dite « secondaire » à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle). L'enseignement primaire reçoit moins d'attention, tout comme le combat pour l'ouverture de l'enseignement supérieur après 1870.

Le livre se compose de cinq grands chapitres : « Respectabilité et piété, 1500-1700 » ; « Raison, sentiment et vertu, 1700-1800 » ; « Culture et domesticité dévote, 1800-1860 » ; « Politisation et contributions féminines à la culture, 1860-1918 » ; « Égalité et inégalité, 1918-2000 ». Les trois premiers insistent sur l'histoire intellectuelle et culturelle, avec une grande attention aux différents auteurs ayant traité de l'éducation des femmes, dont Juan Vives, François Poulain de La Barre, François Fénelon, Hannah More, Jeanne-Louise-Henriette de Campan et Betty Gleim. Le troisième chapitre propose une histoire plus institutionnelle et réglementaire, qui domine également les deux derniers. *Le deuxième sexe* de Simone de Beauvoir et *La femme mystifiée* de Betty Friedan ne suscitent qu'une seule mention (p.356), contrairement à l'examen approfondi des penseurs du XVI^e au XVIII^e siècle, alors que l'auteur maîtrise bien toutes les périodes couvertes et les différentes approches historiques, et que sa bibliographie est excellente.

Dans le premier chapitre, l'auteur relève la popularité, chez les protestants comme chez les catholiques, du *De institutione feminae christianae* de Vives,

qui met l'accent sur la préparation des filles à leurs rôles d'épouses et de mères dans le cadre du foyer plutôt que sur un idéal de chasteté conventuelle. Il souligne également l'émergence d'ordres d'enseignement féminins spécialisés dans l'instruction des filles, comme les Ursulines, les Sœurs anglaises ou la Congrégation de Notre-Dame. Quelques-uns des États allemands passés au protestantisme ont récupéré le contrôle sur ces écoles et nous offrent parfois de précieux rapports d'inspection remontant au XVI^e siècle. Pour J. Jacobi, la concurrence confessionnelle débouche dans l'Allemagne moderne sur un taux d'alphabétisation plus élevé que dans la France catholique ou l'Angleterre protestante. Dans l'une de ses comparaisons les plus utiles, elle note par ailleurs que l'Écosse calviniste a des taux de scolarisation et d'alphabétisation beaucoup plus élevés que l'Angleterre (p. 83). Dans ces deux premiers chapitres, l'auteur insiste enfin sur le fait qu'en l'absence de centre urbain dominant dans les États allemands, on n'y trouve pas l'équivalent des femmes savantes de l'époque de Louis XIV ou des « bas-bleus » londoniens du dix-huitième siècle (p. 61, p. 173).

L'éducation des filles de Fénelon (1687) reste un traité en vogue tout au long du XVIII^e siècle, même si la majorité des écrivains de cette époque n'accorde pas la même place que cet auteur à l'éducation religieuse. On compte parmi les exceptions la pieuse Anglaise Hannah More et Madame de Genlis, proche de la sensibilité janséniste, qui rejettent toutes deux la thèse rousseauiste de la bonté naturelle des enfants. Dans les années 1700, en particulier en Angleterre, des femmes aussi différentes que Catherine Macaulay ou Mary Wollstonecraft critiquent vivement la forme prise par les pensionnats, la première défendant l'éducation domestique devant toute forme d'enseignement public. Pourtant, le modèle de Saint-Cyr, ce pensionnat pour jeunes filles de la noblesse française établi par Madame de Maintenon dans les années 1680, est repris à plusieurs reprises au cours du XVIII^e siècle, en particulier dans les territoires des Habsbourg, mais aussi avec l'établissement créé par la Grande Catherine en 1764, une des rares références à la Russie de ce livre (p. 158).

L'émergence de la *Bildung* germanique et des bourses d'études renouvelle la formation masculine au début du XIX^e siècle, alors que pour les jeunes filles les écoles dispensent toujours une instruction religieuse et insistent, dans une approche à la fois anthropologique et biologique, sur leur « vocation naturelle ». J. Jacobi souligne cependant la progression de la formation et de la certification des enseignantes du primaire, d'abord en France puis dans plusieurs États allemands et en Angleterre. Dans une intéressante étude des « examens publics

comme mise en péril de la féminité», elle note que Campan et ses épigones français n'ont jamais remis en question cette concurrence des valeurs, alors que les écoles allemandes et la Commission d'enquête sur les écoles anglaises des années 1860 ont rejeté de tels exercices publics (p. 225-226).

La quatrième section est la plus longue du livre. En examinant le développement presque universel de l'école primaire, l'auteur insiste sur le poids en Allemagne des enseignants masculins, qui résistent à l'intégration dans le système scolaire des cours de couture et des jardins d'enfants (ou écoles maternelles). Elle souligne également la préférence (plus marquée en Angleterre et en France qu'à l'est du Rhin) pour une école qui sépare nettement garçons et filles, le fait qu'en Angleterre plus qu'ailleurs les enseignantes étaient d'extraction modeste et qu'enfin, la France est la seule à autoriser celles qui se marient à poursuivre leur activité. Au niveau secondaire, elle rappelle le faible investissement de l'État en Angleterre et montre que les institutions créées par une fondation pour l'éducation des filles (Girls Public Day School Company) ont des programmes assez proches de ceux des garçons, même si leur personnel est exclusivement féminin. S'il est bien précisé que les lycées de jeunes filles créés par loi Camille Sée en 1880 ne préparent pas au baccalauréat, la place qu'y occupent les enseignants masculins dans beaucoup d'entre eux est occultée, même s'il est vrai que leur domination est moins forte que dans les écoles féminines supérieures allemandes. J. Jacobi mentionne au passage qu'au Portugal, en Espagne, en Italie et dans certaines régions de l'Empire austro-hongrois quelques filles ont été admises dans les écoles secondaires masculines, ce qui a représenté une alternative à la création de nouvelles institutions dévolues aux filles. Elle insiste enfin sur le développement de la formation professionnelle destinée aux filles issues des classes populaires et moyennes, phénomène qui s'observe à l'échelle de toute l'Europe. Au-delà de la simple nécessité de gagner sa vie, l'auteur voit dans l'expansion du travail féminin une forme d'investissement spécifique de la société par les femmes, à travers les professions liées au soin, qui font souvent office en Allemagne de «maternité spirituelle», ou bien comme l'extension à toute la société de savoir-faire auparavant cantonné à la sphère domestique.

La dernière section assimile le XX^e siècle au triomphe du droit à l'éducation et du mérite, par delà la classe ou le genre. La gratuité dans le secondaire est ainsi instaurée en France dans les années 1930 et après la Seconde Guerre mondiale en Allemagne. Les filles représentent la majorité des élèves du secondaire

français depuis 1980 et la majorité des étudiants anglais diplômés du secondaire depuis la fin des années 1990. De fait, la mixité dans l'enseignement secondaire est devenue monnaie courante depuis les années 1970 et, même en Allemagne, après un décalage important, les femmes représentent la moitié des universitaires, même si ce n'est pas toujours dans les positions académiques les plus élevées. L'auteur voit cependant la persistance d'inégalités dans le choix des sujets et des champs de recherche où la répartition traditionnelle des rôles a encore des conséquences.

Assez peu d'erreurs peuvent être relevées dans un livre d'une telle ampleur, même si l'auteur commet quelques confusions de dates. On s'étonne par ailleurs de la reprise extensive des longues et parfois répétitives comptabilités de Hannah More et de Madame Campan. Comme on l'a relevé plus haut, les références aux pays européens sont très inégales, avec treize mentions des Pays-Bas dans l'index et aucune de la Belgique, alors que le Cours d'éducation pour jeunes filles d'Isabelle Gatti de Gamond à Bruxelles a représenté un modèle pour les lycées français de jeunes filles. Mais, dans l'ensemble, ce livre est bien un ouvrage important.

James C. Albisetti

ROGERS (Rebecca).

*A Frenchwoman's Imperial Story. Madame Luce in Nineteenth-Century
Algeria*

Stanford : Stanford University Press, 2013, 288 p.

La vie d'une institutrice provinciale apparemment sans histoire, arrivée à Alger en 1832 et fondatrice en 1845 de la première école pour jeunes filles musulmanes de la ville, nous apprend-elle quelque chose de la société coloniale d'alors ? C'est ce défi que relève l'historienne Rebecca Rogers dans le très beau livre qu'elle consacre à Eugénie Allix Luce (1804-1882). Inconnue aujourd'hui, cette dernière bénéficia d'une certaine notoriété de son temps et ce, bien au-delà des frontières de l'empire français. Grâce à une méticuleuse enquête menée pendant huit ans dans les archives françaises, algériennes, britanniques et américaines, Rebecca Rogers propose un récit passionnant et original dans le paysage historiographique français. L'histoire des enseignantes françaises outremer a en effet fait l'objet de peu de travaux. Priorité a été donnée à l'étude des